

France/Rencontre Macron-Poutine

Assaut de bonne volonté, sauf sur la Syrie et les droits de l'Homme

AFP
Bormes-les-Mimosas/France

LES présidents russe et français Vladimir Poutine et Emmanuel Macron ont multiplié lundi les signes de bonne volonté pour détendre les relations entre la Russie et l'Europe, notamment sur l'Ukraine, sans esquiver leurs contentieux sur la Syrie ou les droits de l'Homme.

Emmanuel Macron, qui recevait le maître du Kremlin dans sa résidence d'été à Brégançon (sud de la France) avant de présider un sommet du G7 à la fin de la semaine en l'absence de la Russie, qui est écartée de cette instance (le G8 lorsqu'elle était présente) depuis l'annexion de la Crimée en 2014, a appelé de ses vœux un sommet à quatre (France, Russie, Allemagne, Ukraine) "dans les prochaines semaines" sur ce conflit qui empoisonne les relations entre Moscou et l'Europe.

"Les choix du président (ukrainien Volodymyr Zelensky) sont un vrai changement pour la situation" et "nous aurons à considérer l'opportunité, ce qui est



Le couple présidentiel français recevant leur hôte

mon souhait, d'un nouveau sommet en format Normandie (Russie, Ukraine, Allemagne, France, ndlr) dans les prochaines semaines", a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse commune. Vladimir Poutine, qui avait battu froid au nouveau président ukrainien après son élection en avril dernier, a fait part d'un "optimisme prudent" sur ce dossier et de sa disponibilité à en discuter. "Je vais parler (avec Emmanuel Macron) de mes contacts avec le nouveau président ukrainien. Il y a des choses qui sont dignes

de discussions et qui provoquent un optimisme prudent", a-t-il répondu. Le président français a plaidé pour un rapprochement entre l'Union européenne et la Russie, dont les relations sont compliquées, appelant à retrouver la "confiance" dans un ordre international en "recomposition". Malgré "les malentendus des dernières décennies, les débats sur la relation avec l'Occident", la Russie "est européenne" et "nous avons à réinventer une architecture de sécurité et de confiance entre l'Union européenne et la Russie",



Vladimir Poutine et Emmanuel Macron après les discussions

a-t-il insisté, évoquant une Europe "de Lisbonne à Vladivostok". Geste symbolique, Emmanuel Macron a aussi annoncé qu'il se rendrait à Moscou en mai 2020 pour assister aux célébrations du 75e anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie. "Je suis reconnaissant" à Emmanuel Macron d'avoir accepté cette invitation, a répondu Vladimir Poutine. Les Russes accordant la plus haute importance à ces commémorations qui ont été boudées par les Occidentaux depuis l'annexion de la Crimée par la

Russie. Les deux dirigeants n'ont pas caché leurs divergences en revanche sur la Syrie, où la Russie appuie militairement le président Bachar al-Assad dans son entreprise de reconquête des territoires contrôlés par les rebelles modérés et les islamistes depuis le début de la guerre civile en 2011. Emmanuel Macron a exhorté le régime de Damas et son allié russe à respecter le cessez-le-feu dans la province d'Idleb (nord-ouest), cible de bombardements quasi quotidiens et où les forces gouverne-

mentales avancent après trois mois de combats acharnés.

"Il est impérieux (...) que le cessez-le-feu décidé et acté à Sotchi (en Russie) soit vraiment respecté", a-t-il déclaré, essayant une fin de non-recevoir du président russe. "Nous soutenons les efforts de l'armée syrienne en vue d'éliminer les menaces terroristes à Idleb", a répliqué Vladimir Poutine.

Interrogé sur la répression de manifestations en faveur de la démocratie ces dernières semaines en Russie, le maître du Kremlin a riposté en renvoyant aux violences qui ont émaillé le mouvement de protestation des "gilets jaunes" en France à la fin d'année dernière et au printemps.

"Nous ne voulons pas d'une situation similaire" à celle qui a récemment prévalu à Paris, a-t-il lancé, dans une de ces piques dont il est coutumier dans l'adversité, assurant que les autorités russes agiraient pour que les manifestations d'opposants à Moscou restent dans le "cadre de la loi".

Migrations-Secours-Politique-ONG-Réfugiés-Espagne-Italie-UE

Madrid hausse le ton contre Salvini

AFP
Madrid/Espagne

"HONTE pour l'humanité": la ministre espagnole de la Défense a conquis le ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini, accusé de vouloir tirer profit politiquement des 107 migrants de l'Open Arms, à qui Madrid a proposé de débarquer aux Baléares.

Cette offre a néanmoins été jugée "incompréhensible" par l'ONG espagnole Proactiva Open Arms, qui a mis en avant les risques à parcourir le millier de kilomètres séparant l'île italienne de Lampedusa, près de laquelle stationne le bateau, et l'archipel espagnol des Baléares, "dans des conditions climatiques hostiles".

A bord pour certains depuis 18 jours, ces migrants risquent de battre le record des 32 personnes restées bloquées 19 jours à bord du SeaWatch3 avant leur débarquement à Malte le 9 janvier dernier.

"Ce que fait Salvini par rapport à l'Open Arms est une honte pour l'humanité", a dénoncé la ministre espagnole de la Défense, Margarita Robles devant la presse, en pointant du doigt des "fins exclusivement électorales". Face au refus "inconce-



Matteo Salvini et son gouvernement ont pris les foudres des autorités de Madrid.

vable" de Rome d'accueillir ces migrants, Madrid avait fini par proposer dimanche au navire de débarquer à Algésiras, dans l'extrême sud de l'Espagne, ce que l'ONG a jugé "absolument irréalisable". Le gouvernement espagnol a alors proposé les Baléares, plus proches mais toujours distantes d'un millier de kilomètres de Lampedusa. Mais Open Arms a jugé lundi cette "décision totalement incompréhensible". "Alors que notre bateau

est à 800 m des côtes de Lampedusa, les Etats européens demandent à une petite ONG comme la nôtre de faire face (...) à trois jours de navigation dans des conditions climatiques hostiles", a ajouté l'organisation espagnole dans un communiqué. Dans une interview au média espagnol eldiario.es, le fondateur de l'ONG, Oscar Camps, a suggéré l'envoi par Madrid d'un bateau pour récupérer les migrants ou leur transfert par avion vers l'Espagne.

"CRISE PSYCHOLOGIQUE". "Il est urgent d'en finir avec la situation inhumaine et inacceptable que vivent les personnes que nous avons sauvées en mer", a encore dit Open Arms en évoquant "une situation de grave crise psychologique à bord". Démentant l'existence d'un quelconque accord avec l'Italie sur le choix des Baléares, comme l'a évoqué Open Arms, l'exécutif de Pedro Sanchez a assuré lundi ne pas avoir reçu de "réponse claire et directe"

de la part de l'ONG sur les Baléares.

"Il ne s'agit pas d'accepter ou de ne pas accepter", a rétorqué une porte-parole d'Open Arms.

"La réponse que nous leur avons donnée est que nous ne pouvons pas garantir la sécurité de ces personnes sur notre bateau. Vu que l'Italie et l'Espagne ont assumé la responsabilité de ces personnes, qu'ils trouvent des solutions", a-t-elle ajouté.

Le ministre italien des Transports, Danilo Toninelli, a assuré dimanche soir que les garde-côtes italiens étaient "prêts à accompagner l'ONG vers le port espagnol".

La Commission européenne s'est félicitée pour sa part "de la bonne volonté de l'Espagne d'accepter ce débarquement" mais a appelé "tous les Etats membres et les ONG à coopérer ensemble et trouver une solution qui fonctionne et qui permette de débarquer les gens à bord de l'Open Arms dans les plus brefs délais".

Un accord entre pays européens prévoit de répartir immédiatement après leur débarquement ces migrants entre la France, l'Allemagne, le Luxembourg, le Portugal, la Roumanie et l'Espagne. Très critique elle aussi

vis-à-vis de l'Italie "qui ferme ses ports d'une manière totalement illégale et incompréhensible", la numéro deux du gouvernement espagnol Carmen Calvo a avoué ne pas comprendre non plus la position d'Open Arms. "Nous leur avons tout proposé car nous voulons que ces vies ne soient plus en danger mais que nous reste-t-il ?", a-t-elle dit.

Cette nouvelle confrontation sur la question migratoire se déroule en pleine crise politique à Rome.

M. Salvini avait accepté samedi à contrecœur de laisser débarquer 27 migrants mineurs non accompagnés. Mais il continue de refuser le débarquement du reste des passagers.

"Pourquoi l'Open Arms ne va pas en Espagne ? En 18 jours, ils auraient pu aller et revenir trois fois d'Ibiza et de Formentera. Ils livrent une bataille politique", a-t-il accusé lundi sur Twitter.

Malgré la fermeture de Lampedusa à l'Open Arms, des migrants continuent d'arriver sur les côtes italiennes. Selon le ministère de l'Intérieur, depuis 18 jours, 479 migrants ont débarqué en Italie, dont plus d'une centaine à Lampedusa.